Algérie : racines et projections

De son exil forcé en France et en Suisse jusqu'au décès de son président, un évènement qui cristallisa un puissant élan populaire autour de la symbolique révolutionnaire qu'il représentait, le FFS transita par six grandes périodes au terme desquelles il se forgea la réputation d'un parti constant, rigoureux, expérimenté et sérieux, des qualités qui l'aidèrent à recentrer sa ligne sur la recherche d'un consensus national après avoir abandonné l'idée d'une 2e République issue d'une Assemblée constituante.

La première période sera placée sous le signe de la lutte pour les droits de l'Homme où il excellera, servi par le talent de ses cadres rompus au lobbying au sein de l'Internationale socialiste à laquelle il adhéra et qu'il transforma en tribune amplificatrice de ses revendications. La seconde se distinguera par la conclusion, en 1985, à Londres, d'un pacte avec Ahmed Ben Bella qui l'exposera à une répression dont le summum fut atteint par l'assassinat, en 1987, à Paris, de Me Ali Mecili. Cet attentat perpétré sur le territoire d'un Etat étranger supposé tolérer ses activités, sans avoir à invoquer une quelconque raison d'Etat pour se dérober à son devoir de vérité, amena le parti à se replier sur une position défensive qui le fit entrer dans une longue période d'étiage l'obligeant, en dehors du maintien en vie de son journal *Libre Algérie*, à restreindre, au maximum, ses activités.

- Le parti n'en émergea que grâce au Printemps berbère de 1980 auquel il prit part, démontrant de grandes capacités de mobilisation et d'encadrement sur un terrain, cette fois-ci politique et non militaire. Cette période faste lui fit obtenir, avec la logistique bien rodée du MCB (Mouvement culturel berbère), des gains appréciables, en termes de popularité et d'organisation.

Moins de dix ans plus tard, la Constitution de 1989 lui ouvrira les portes de la légalisation et de la concurrence politique. Dans un contexte plus porteur, il participe, en décembre 1991, aux premières élections législatives pluralistes de l'Histoire de l'Algérie, sacré, au premier tour, seconde force politique, avec 21 sièges, avant un FLN, 16 sièges, désavoué par un vote-sanction sans appel. Désarçonné par la démission du Président Chadli Bendjedid et la suspension du processus électoral, il rate son rendez-vous avec l'Histoire lorsque, par excès de prudence, lors d'une grande manifestation prodémocratique organisée à l'appel d'Aït Ahmed, il hésite à s'emparer du pouvoir que lui offrait, à Alger, une rue en ébullition.

- A défaut, il se rabattit sur une alliance avec le FIS, le FLN dissident de Abdelhamid Mehri et l'extrême gauche, scellée en 1995 à Sant'Egidio. Au milieu de la bourrasque soulevée à l'intérieur de l'appareil par des voix réprobatrices, il s'en démarque en se frayant une troisième voie illustrée par le mot d'ordre «Ni Etat policier ni Etat intégriste». Croyant que le pouvoir s'était amendé, en promulguant, en 1996, une nouvelle Constitution fondée sur le principe de l'alternance et de la limitation des mandats et après avoir contribué à éteindre les braises allumées par l'assassinat de Matoub Lounes, Aït Ahmed succomba à la tentation de participer aux élections présidentielles anticipées convoquées en 1999 par le Président Liamine Zeroual, avant de s'en retirer, profondément déçu et malade, avec les autres candidats déclarés hors-consensus. A partir de cette date s'ouvrit la cinquième période, après le meurtre de Massinissa et l'entrée en lice des arouch, période où oscillant entre le boycott (2002 et 2007) et la participation (2012), le FFS sembla perdre de vue le cap initial et, par là même, la virginité politique qu'il mit tant d'années à acquérir et à préserver. Il mit, du coup, de la distance avec ses cadres les plus entreprenants, ceux qui en furent le fer de lance pendant les années dures. Saïd Khelil, Abdeslam Ali Rachedi, Hamid Lounaouci, Djamel Zenati, Samir Bouakouir, Mustapha Bouhadef, Ali Brahimi, Karim Tabou, Rachid Halet Hanafi rompirent avec leur direction et rejoignirent, dans la désaffection, la génération de Abdelhafid Yaha et celle de Saïd Sadi, cherchant, l'un dans le FFD (Front des forces démocratiques) et l'autre dans le RCD (Rassemblement pour la culture et la démocratie) le moyen de refonder la contestation politique dans un sens moins dogmatique et moins autoritaire.

- La sixième période, dont l'ouverture coïncida avec l'entame, en 2014, du 4e mandat du Président Abdelaziz Bouteflika, porte la signature de la quête du consensus national qui lui fit adopter une position «réaliste» de dialogue avec le pouvoir.

C'est au cours de cette phase de recentrage qu'il dénonça les «printemps arabes». Il se présente, alors, comme un facteur d'équilibre dans une société en crise, ce que ses contradicteurs qualifièrent, plutôt, de soumission à un processus de normalisation secrètement négocié avec le pouvoir. La mort de Hocine Aït Ahmed accentua ces contradictions et replongea le parti dans la spirale des purges, des ruptures après celle de l'inflation des secrétaires généraux (12 en 25 ans, de Ali Kerboua à Abdelmadjid Bouchafa), au moment où il projette sur la scène nationale l'image d'une formation plus écoutée, faisant l'effort de sortir du ghetto politique et géographique où elle fut, longtemps, confinée.

A son corps défendant, le MDA, écrasé par la trop forte stature du «Frère militant» s'avéra n'être que l'ombre de ce dernier et ira jusqu'à s'effacer au profit de son organe de presse El-Badil, rédigé, à la fin des années 80, par Mohamed Benelhadj et Ali Serraoui assistés par un aréopage de militants et de journalistes arabes et européens.

D- Le Mouvement pour la démocratie en Algérie

Le mécanisme autour duquel s'articula le processus de maturation du MDA (Mouvement pour la démocratie en Algérie) ne faillit pas à la règle qui a commandé à la gestation du PRS et du FFS. Là aussi, le parti s'organisa autour de la personnalité du chef sur une scène où se déroulait un combat entre leaders mus plus par des rivalités et des rancunes anciennes et nouvelles, tenaces, que par la confrontation ouverte entre programmes clairement étayés par les réalités du pays et de la société.

• Dans le cas du MDA, ce qui paraissait plus singulier sinon incongru, c'était la teneur des idées que son fondateur mettait en avant qui se situaient à l'opposé de celles qu'il pratiquait du temps où il dirigeait l'Etat et le Front de libération nationale.

Qui eût cru qu'Ahmed Ben Bella, le chef du gouvernement de l'Etat par le parti unique, en viendrait, un jour, à verser dans l'opposition au nom de la démocratie ? Selon ses partisans, le leader, maintenu au secret pendant treize années, avait mûri au contact de l'épreuve, beaucoup lu et réfléchi, non seulement aux questions du pouvoir, mais aussi à celles qui se rapportaient à l'Humanité dans son ensemble. En donneur d'alerte attentif aux mouvements du monde, il s'était penché, parmi les premiers, sur la problématique de l'environnement, le statut des minorités, et avant, sur l'islam à l'aune duquel il remodela sa pensée, étudiant avec Bani Sadr les moyens de moderniser la société musulmane et instituant, en 1981, la première Ligue islamique des droits de l'Homme.

La transfiguration spirituelle de l'ancien Président qui ne va pas sans rappeler celle de Messali Hadj à la fin des années 40 déteignit, fortement, sur l'orientation générale du parti. Le congrès qui signa l'acte de naissance du Mouvement, en 1984, à Paris, en porta la marque : Ahmed Ben Bella proposa, au débat, l'inclusion de la choura dans les statuts comme principe de fonctionnement de sa formation et ,dans la foulée, comme source du projet de société envisagé pour l'Algérie ; une proposition bien éloignée des thèses du socialisme autogestionnaire dont le Prix Lénine de la paix et le Héros de l'Union Soviétique de 1964 se fit l'ardent militant. Ce revirement sera un marqueur majeur de sa nouvelle philosophie politique au nom de laquelle il accorda son onction au Contrat de Rome signé le 13 janvier 1995 avec le FIS.

• A son corps défendant, le MDA, écrasé par la trop forte stature du «Frère militant» s'avéra n'être que l'ombre de ce dernier et ira jusqu'à s'effacer au profit de son organe de presse *El-Badil,* rédigé, à la fin des années 80, par Mohamed Benelhadj et Ali Serraoui assistés par un aréopage de militants et de journalistes arabes et européens.

L'unique sursaut qui contribua à revitaliser le parti sera suscité, en décembre 1985, à Londres, par la rencontre d'Ahmed Ben Bella avec Hocine Aït Ahmed au cours de laquelle tous deux convinrent du principe d'une action commune qui inquiéta les autorités d'Alger d'autant qu'il fut question d'y sensibiliser Mohamed Boudiaf, dans l'espoir de remettre en selle la défunte UDSR (Union démocratique et socialiste de la résistance). Invitation que celui-ci crut bon ne pas devoir honorer ; le chef du PRS était, vraisemblablement, réticent à l'idée de faire partie d'une coalition qualifiée par son entourage «d'alliance contre-nature».

• Le rapprochement entre les deux anciens chefs de l'OS s'effilocha, faute d'actions concrètes, et tourna court à la suite de la mort violente de Me Ali Mécili, sa principale cheville ouvrière.

Ahmed Ben Bella reprit son bâton de pèlerin et pérégrina, de pays en pays, en Irak et en Libye où il se lia d'amitié avec Saddam Hussein et Maâmar El-Khadafi et, aussi, en Afrique et, ailleurs, souvent, consulté, au grand dam du gouvernement algérien, par les chefs d'Etat et les mouvements progressistes transnationaux sur les problèmes du développement économique et humain de la planète.

Sa traversée du désert ne s'acheva qu'en 1990, à son retour à Alger où l'accueil qu'il reçoit ne fut pas aussi triomphal qu'escompté, ce qui l'incita à réviser, à la baisse, ses ambitions de sauveur providentiel du pays ; une contrariété qui n'empêcha pas le MDA de reprendre du service sous une direction coordonnée par une équipe comprenant Hadj Smaïn, le premier ministre de la Justice du premier gouvernement de l'Algérie indépendante. Sans résultat notable car l'activisme de la mouvance islamiste qui avait le vent en poupe éclipsa, totalement, les 60 partis agréés par le Président Chadli Bendjedid pour qui cette prolifération créée, artificiellement, avait des chances de juguler les menaces planant sur l'avenir du régime. La faible capacité du parti à ratisser large autour de son chef amena celui-ci à changer de monture et à surfer sur la vague islamiste, se faisant fort d'appuyer les revendications du FIS, son futur partenaire de Sant'Egidio.

La précipitation des évènements sur lesquels il s'aperçut n'avoir aucune prise réelle le dépassa. Il se résolut, de guerre lasse, à camper, au-dessus de la mêlée, le rôle de sage plus à l'aise à l'international que dans le costume d'un chef de parti dans lequel il se sentait à l'étroit.

E- Le Mouvement pour le renouveau démocratique algérien

La figure de proue du MDRA est, une fois de plus, un chef de guerre, à cheval entre l'irrédentisme affiché contre un pouvoir contesté pour son «sectarisme» et le dévouement à la cause identitaire jugée prioritaire et condition sine qua non de l'avancée des luttes démocratiques.

Slimane Amirat, ancien militant de la Fédération de France du FLN, missionné pour neutraliser les messalistes de la région parisienne, sera, à plusieurs reprises, interné et torturé. A l'indépendance, il est membre des services de sécurité dans l'Oranie, avant de basculer dans le camp d'Aït Ahmed et d'intégrer, à son lancement, le FFS, la raison qui le fit condamner à mort, par contumace, un antécédent judiciaire qui contribuera à asseoir sa future réputation.

Il savait qu'il ne possédait pas d'états de service de niveau et de densité comparables à ceux des leaders des autres partis de l'opposition historique. Son influence s'en ressentira et il évoluera, dans leur entourage sans disposer des moyens d'agir en indépendant. Sa longue détention dans les prisons de Berrouaghia et d'El-Harrach explique, en plus, pourquoi il devra attendre 1990 pour voler de ses propres ailes dans le cadre d'un parti légalisé qui portera son estampille jusqu'à la mort.

L'Histoire retiendra de cet homme l'image d'un patriote sincère emporté par une saine colère contre le déni de justice dont lui-même et de larges fractions de la population de Kabylie souffrirent considérablement.

Faisant écho à Mohamed Boudiaf qui proposa aux Algériens, dans un moment de clairvoyance politique d'une rare qualité, la solution à la crise la moins dommageable pour leur unité et leur sécurité, résumée par sa formule œcuménique «l'Algérie au-dessus de toute considération», Slimane Amirat déclara, dans un hara-kiri politique, pathétique, alors que le feu se propageait dans le pays, qu'à choisir entre la démocratie et l'Algérie, il choisirait l'Algérie. Cette phrase à la résonnance testamentaire insoupçonnée sur le moment servira à la rédaction de son épitaphe après son décès brutal intervenu devant la dépouille mortelle de Si Tayeb El-Watani, au chevet de laquelle il se recueillait, oppressé par le chagrin. Le MDRA continuera, après cette disparition pleurée par tout le peuple algérien, à militer sous la direction du fils du défunt sans pour autant survivre à la charge de ce legs national trop lourd pour le cadre étriqué d'un simple parti.

Il savait qu'il ne possédait pas d'états de service de niveau et de densité comparables à ceux des leaders des autres partis de l'opposition historique. Son influence s'en ressentira et il évoluera, dans leur entourage sans disposer des moyens d'agir en indépendant. Sa longue détention dans les prisons de Berrouaghia et d'El-Harrach explique, en plus, pourquoi il devra attendre 1990 pour voler de ses propres ailes dans le cadre d'un parti légalisé qui portera son estampille jusqu'à la mort.

B. M.

(À suivre)